

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE
DE **MARINE LE PEN**

14-12-2021

DOSSIER DE PRESSE
**PRÉSENTATION DU PROJET
POUR L'OUTRE-MER**





SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DÉCLARATION DE MARINE LE PEN

Mesdames, Messieurs,

Respect, traditions, modernité, voir large et loin pour la France d’Outre-mer, tel est l’intitulé de ce livret consacré à la vision qui est la mienne quant à la place des Français d’Outre – mer et de leurs territoires.

Le respect d’abord, qui s’est évaporé au fil des quinze dernières années et jamais nos compatriotes ultramarins ne se sont sentis autant abandonnés, méprisés, et pour reprendre une expression que l’on a beaucoup entendue ces temps derniers, considérés comme des citoyens de seconde zone. Criminalité, submersion migratoire, coût de la vie bien au-dessus de celui de leurs compatriotes de métropole, taux de chômage record, sans parler des trop nombreuses crises sanitaires ou écologiques non traitées.

Tel aura été leur quotidien cinq longues années durant. Nos concitoyens d’Outre – mer souhaitent que le gouvernement et l’État prennent enfin en considération leur participation distincte à l’Histoire de notre pays, leurs traditions, leur identité et leur culture spécifique.

Pour autant loin de la désinvolture et de la condescendance qu’ils ont connues, les Français d’Outre-mer souhaitent, eux aussi évoluer dans une France la plus moderne qui soit. Et cela, sans que l’éloignement qui les caractérise, ne soit un facteur d’oubli, ou qu’ils soient livrés à leur sort comme cela n’a été que trop souvent le cas ces dernières années.

Bonaparte disait que la politique c’est voir large et loin.

Dans la redistribution des cartes géopolitiques et géostratégiques que connaît le monde, où le barycentre planétaire s’est déplacé vers l’Indo-Pacifique, il est important pour le président de la République française d’avoir une vision pour l’ensemble de nos départements, régions et collectivités d’Outre-mer, de leur domaine maritime dans les trois océans atlantique, indien et pacifique, sans oublier les Terres australes, antarctiques ni l’Île de Clipperton, ainsi que de leurs voisins immédiats ou non.

Dans le même temps, il appartiendra au chef de l’État de faire en sorte que les Français ultramarins aient une visibilité de leur quotidien à court, moyen et long terme. Parce que j’ai cette vision pour la France d’Outre-mer et pour nos compatriotes du grand large, c’est un projet présidentiel ambitieux et audacieux que j’entends vous présenter aujourd’hui

Nos compatriotes de la France d'Outre-mer font face à une situation de plus en plus difficile et bien souvent pire qu'en Métropole : je le répète, une criminalité galopante, une immigration hors de contrôle, un pouvoir d'achat insuffisant et un coût de la vie prohibitif, un chômage des jeunes deux à trois fois plus élevé qu'en Métropole, un système de santé sous-dimensionné comme l'a récemment montré la paralysie des hôpitaux ultramarins face aux vagues de contamination successives. Alors que les populations, les élus et les acteurs économiques n'ont cessé d'alerter les Gouvernements successifs sur cette situation intolérable, ces derniers n'y ont répondu que par des mesures cosmétiques et court-termistes sans jamais traiter le problème en profondeur.

Je veux mettre fin à cette logique qui consiste à ne voir l'Outre-mer que sous le prisme d'une froide logique de comptable.

Sous les trois derniers quinquennats, l'Outre-Mer a été considérée comme une charge pour la collectivité et non comme une richesse. Sous ma Présidence et sous mon Gouvernement, la France d'Outre-Mer si chère à mon cœur retrouvera la place centrale qui est la sienne au sein de la communauté nationale et qu'elle n'aurait jamais dû quitter. Nous sommes redevables à nos compatriotes guadeloupéens, martiniquais, guyanais, saint-martinois, saint-barthinois, saint-pierrais, réunionnais, mahorais, polynésiens, calédoniens, wallisiens, d'être des acteurs essentiels de la grandeur et de la prospérité de la France.

C'est grâce aux départements, régions et collectivités d'Outre-Mer que la France possède le deuxième espace maritime mondial. Alors que l'ensemble de la classe politique continue à se désintéresser de nos compatriotes ultramarins, au-delà des formules creuses prononcées ici ou là lorsque l'Outre-mer fait la une de l'actualité, je suis la seule à proposer un programme à la fois complet, détaillé et adapté aux spécificités de chacun des territoires d'Outre-mer.

Ces mesures sont guidées par l'attachement particulier que je porte à cette France du bout du monde et de ses habitants : en 2017 déjà, les Français d'Outre-mer m'ont témoigné de leur reconnaissance en me plaçant par leurs suffrages en tête du premier tour de l'élection présidentielle. Aujourd'hui, je veux leur redire une fois de plus que je ne les décevrai pas et qu'avec mon élection, ils ne seront plus abandonnés par des pouvoirs publics indifférents à leurs préoccupations.

Je mettrai en place un grand ministère d'État de la France d'Outre-mer et de la politique maritime qui verra ainsi sa place dans la hiérarchie gouvernementale rehaussée : cette mesure permettra de redonner à l'Outre-mer l'attention et la place qu'elle mérite dans l'action gouvernementale et non le mépris actuellement affiché.

Le rattachement de la politique maritime au ministère de la France d'Outre-mer, où se trouvent près de 97 % de l'espace maritime national, permettra de mieux aider ces territoires à contrôler et valoriser cette formidable source de richesse et de biodiversité.

En outre, je présiderai deux fois par an un Conseil de l'Outre-mer afin de garantir la parfaite mise en œuvre de la politique menée en faveur de nos compatriotes ultramarins et de leurs territoires. La France d'Outre-mer mérite mieux que des mesures d'affichage à courte vue, davantage motivées par des réactions épidermiques et irréflechies à l'actualité plutôt que d'une véritable vision pour un développement juste et ambitieux de son potentiel. C'est la raison pour laquelle nous inscrirons l'ensemble des mesures la concernant dans une grande loi-programme pour 15 ans qui tracera les grandes lignes directrices qui guideront notre action pour l'Outre-mer et ses habitants.

Trop longtemps méprisée, la France d'Outre-mer a aussi été trop longtemps délaissée. Son immense territoire, notamment maritime, est laissé sans surveillance par l'incurie de nos gouvernements successifs davantage soucieux d'économies irréflechies que d'investir dans la protection des territoires ultramarins. Ce faisant, ils ont livré l'Outre-mer au pillage de ses ressources et à la convoitise de ses voisins.

Nous mettrons fin à cette situation intolérable en inscrivant dans la prochaine loi de programmation militaire l'objectif de doter a minima chacun des territoires d'Outre-mer d'un navire de souveraineté et de moyens aériens. Comme toujours en matière d'immigration, les promesses des gouvernements n'ont jamais été suivies d'actes.

Emmanuel Macron, qui parlait jeudi dernier d'immigration choisie avec l'Afrique, aurait été inspiré de renforcer la lutte contre l'immigration illégale venant des Comores, mais aussi du Suriname et de la Dominique dans



la Caraïbe. Ce qu'il n'a pas su ou voulu faire, par lâcheté et manque de volonté, je le ferai et croyez-moi, sans hésitations et sans concessions. Nous le devons à nos compatriotes d'Outre-mer qui vivent au quotidien dans un climat de terreur entretenu par des bandes de migrants étrangers. Dès mon élection, je soumettrai au référendum un projet de loi sur l'immigration qui s'appliquera à la Métropole, mais aussi à l'Outre-mer.

Les dispositions de ce texte permettront de mettre fin à cette pression migratoire insupportable et rendront leur sérénité aux Français d'Outre-mer : la fin du droit du sol sera actée, les prestations de solidarité seront réservées aux Français et aux étrangers ayant travaillé pendant au moins cinq ans équivalent temps plein en France, l'expulsion des clandestins et des étrangers condamnés pour crimes et délits graves sera systématiquement prononcée.


En outre, l'augmentation budgétaire qui sera votée dans une loi de programmation police/justice permettra notamment d'accroître les moyens de contrôle aux frontières. Le message est clair : il n'y aura aucune tolérance pour l'immigration illégale qui compromet gravement la sécurité de nos concitoyens ultramarins et ruine les possibilités de développement des territoires d'Outre-mer. Dans le même temps, la France retrouvera un modèle de diplomatie plus ferme pour répondre à nos voisins faisant preuve d'outrance et de provocations à l'égard de notre pays. Rien n'a été fait non plus pour améliorer la situation financière et économique de nos compatriotes ultramarins ces dernières décennies.

Ils souffrent d'un coût de la vie plus élevé qu'en Métropole qui limite leur pouvoir d'achat et les maintient dans une précarité indigne pour un pays comme le nôtre. Je veux dire à nos compatriotes ultramarins que je serai la Présidente du pouvoir d'achat.

Je réformerai pour cela l'octroi de mer, qui renchérit le prix des produits importés dans les départements et régions d'Outre-mer, en exonérant de ce dernier les produits français et de l'Union européenne.

Le manque à gagner des collectivités locales sera compensé par l'application du droit ordinaire avec la mise en place généralisée de la DGF.

En outre, je baisserai, comme en Métropole, la TVA sur les produits énergétiques.



Mais le rétablissement du pouvoir d'achat doit aller de pair avec un soutien de l'activité et de l'emploi dans nos belles contrées du bout du monde. Ignorants et disons-le peu intéressés par les spécificités de l'économie ultramarine, les présidents successifs n'ont proposé que des gadgets inefficaces et coûteux pour la collectivité. Pire encore, ils ont ouvert l'économie ultramarine aux quatre vents de la mondialisation, faisant passer par pertes et profits des dizaines d'années de savoir-faire d'entreprises locales, notamment dans le domaine agricole et supprimant du même coup des milliers d'emplois. Ils n'auront qu'à s'adapter, disaient-ils, après tout ça n'est que l'Outre-mer, quelle importance ?

Face à ce mépris d'une élite déconnectée sacrifiant sur l'autel des dogmes du libre-échange la vie économique de tout un pan de notre France, je serai la Présidente de l'enracinement et du localisme en Outre-mer comme en Métropole. Je souhaite que nos compatriotes ultramarins puissent jouir d'une économie prospère et riche en emplois et qu'ils puissent y créer et développer facilement leur entreprise. C'est la raison pour laquelle je souhaite provoquer un électrochoc économique afin de faciliter les opportunités d'investissements en Outre-mer et comme il ne peut y avoir d'emploi sans employeurs, j'aurai recours à des dispositifs qui ont fait leurs preuves et grâce auxquels l'Outre-mer a connu pendant près de vingt ans une période de prospérité. Je rétablirai les dispositifs d'incitation à l'investissement et à la création d'entreprises, dits lois Pons, Girardin, Brigitte et non Annick, vous l'aurez compris et Perben, dans leur intégralité, pour alléger les charges des entrepreneurs.

Afin d'éviter ce que l'on appelait en leur temps les effets pervers de la défiscalisation, en fait les effets d'aubaine, le dispositif sera révisé tous les trois ans. Dans le même temps, une agence pour les investissements en Outre-Mer sera créée afin d'assurer la promotion de l'économie d'Outre-mer. Mais je vois plus loin pour l'économie ultramarine. J'entends faire profiter chaque habitant des extraordinaires possibilités de développement économique offertes par son domaine maritime.

À ce titre, des filières académiques, industrielles, énergétiques et professionnelles de l'économie bleue, celles de tous les métiers liés à la mer seront créées ; le développement de la pêche en haute mer et de la pêche artisanale, mais aussi l'aquaculture seront encouragés, les infrastructures portuaires seront modernisées et adaptées à toutes les formes de tourisme.

Ce nouveau économique sera porté par une attention renouvelée à l'éducation en Outre-mer. Une économie prospère ne peut exister sans un système éducatif de qualité capable de former les forces vives de demain.

C'est pourquoi l'Outre-mer bénéficiera dès 2022 des mesures que je prendrai pour la Métropole : restauration des valeurs, de l'autorité et de l'efficacité du système éducatif seront les maîtres mots de notre action en matière éducative.

Plus spécifiquement, la création d'internats pour les collégiens et les lycéens ultramarins offrira de meilleures conditions d'étude aux élèves pour qui cette solution est la meilleure, et dans certains cas, la seule chance de réussite.

À Mayotte et en Guyane des plans seront adaptés à leur retard en la matière.

Nous l'avons encore vu récemment, ce Gouvernement n'a que faire des inquiétudes légitimes de nos compatriotes d'Outre-mer sur leur santé.

Est-il possible en 2021 qu'un tiers de la population antillaise ainsi qu'une bonne partie des Mahorais n'aient pas accès à l'eau courante ? Juridiquement, il est vrai que l'État n'est pas responsable, mais qu'en est-il moralement ? Et si les Guadeloupéens et les Martiniquais protestent contre l'instauration du passe sanitaire payant qui constitue de facto une obligation implicite de vaccination pour des populations économiquement fragiles, c'est bien parce qu'ils n'ont plus confiance dans la capacité de l'État à protéger efficacement leur santé. Comment pourrait-il en être autrement lorsque l'exécutif a été incapable d'émettre la moindre proposition pour répondre aux effets sur la santé, produits par l'utilisation du pesticide chlordécone aux Antilles ?

Quant au problème des algues Sargasses et de leurs émanations toxiques et nocives pour la santé une fois échouées sur les rivages de Martinique et Guadeloupe, le gouvernement s'est défaussé sur les collectivités locales au lieu de traiter le problème comme il aurait dû le faire et comme cela avait été fait pour les algues vertes de Bretagne.

Je relancerai pour ma part un grand plan « sargasses » pour trouver au plus vite une solution à ce fléau et je créerai un comité médical et scientifique chargé de dresser un bilan et de faire des propositions pour remédier aux conséquences du chlordécone. Élu(e) Présidente, je ferai de la protection de la santé des ultramarins une priorité de mon quinquennat en répondant de façon efficace et adaptée aux problèmes sanitaires de chacun des territoires des Outre-mer.

Les ultramarins bénéficieront ainsi de la grande loi santé de 20 milliards d'euros que je ferai voter une fois élue.

Par cette loi, les personnels soignants d'Outre-mer comme de Métropole, qui ont encore fait la preuve d'une résilience et d'un courage exemplaires face à l'épidémie, bénéficieront de meilleures rémunérations et d'infrastructures et de matériel modernes.

En ce qui concerne les Antilles, je ne suis pas, par principe, fermée aux discussions statutaires mais je ne pense pas qu'une modification statutaire soit de nature à régler les problèmes sociaux du quotidien de nos compatriotes.

Le statut de large autonomie de la Polynésie française sera maintenu.

Mon gouvernement s'engagera à faire le nécessaire pour mettre un terme à l'imbroglia du traitement des maladies radio-induites ainsi que celles dues aux retombées des essais nucléaires.

En Nouvelle-Calédonie, je me réjouis du vote de dimanche ; j'engagerai le dialogue et la consultation de toutes les parties afin de parvenir à l'édification d'un nouveau statut des plus consensuels.

Si nous sommes aujourd'hui les seuls à porter un projet aussi complet, travaillé et structuré pour la France d'Outre-mer, c'est d'abord parce que j'éprouve une affection et un attachement profonds et sincères pour cette France si loin de Métropole, mais si près de mon cœur.

Une France forte d'une population attachante et généreuse.

Une France forte d'une nature remarquable qu'il convient de préserver.

Une France forte de sa richesse culturelle, linguistique et gastronomique, véritable talisman au sein de notre République.

Une France sans laquelle, la France ne serait pas vraiment la France.

Avec ce programme conçu pour rendre aux ultramarins leur dignité au sein de notre belle et grande Nation,

pour que leurs voix soient enfin entendues,

pour que leurs traditions et leurs spécificités soient respectées,

je suis convaincue qu'ils feront le choix de l'avenir, un avenir d'emploi, de sécurité, de prospérité et de défense de nos identités.

Il est grand temps que nos compatriotes d'outre-mer votent pour quelqu'un qui les aime.



CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE
DE **MARINE LE PEN**

